

Organisation mondiale du commerce: quo vadis?



[Stéphane Bussard](#)

Engluée dans les blocages depuis l'échec du Cycle de Doha, l'OMC est désormais confrontée à un autre défi: le protectionnisme et l'unilatéralisme de l'administration de Donald Trump. Certains analystes croient en une relance de l'institution sans Washington

Publié le 18 avril 2025 à 19:56. / Modifié le 20 avril 2025 à 08:19. ⌚ 9 min. de lecture

Résumé en 20 secondes



Ce résumé peut avoir été écrit avec l'assistance d'une IA générative. [En savoir plus](#)

- L'Organisation mondiale du commerce, créée en 1995 à Genève dans le sillage du GATT, traverse une phase critique.
- Après l'échec du Cycle de Doha, l'institution multilatérale peine à faire avancer sa cause.
- Les droits de douane imposés par l'administration de Donald Trump portent un coup supplémentaire à l'OMC, qui pourrait se réorganiser sans Washington.

Les temps changent. A l'heure où l'Organisation mondiale du commerce vit des moments difficiles face à la politique erratique des droits de douane menée par l'administration Trump, sa survie et donc son avenir sont en jeu. Les inquiétudes au sujet de cette organisation internationale, créée le 1er janvier 1995 à Genève dans le sillage du GATT, ne datent pas du début du second mandat du président républicain. Lancé en 2001, le Cycle de négociations de Doha, portant notamment sur l'accès aux marchés des produits agricoles, a été un cuisant échec. Depuis, l'OMC a certes fait de mini-avancées, notamment en matière de subventions à la pêche, mais elle est à la peine. Les plus pessimistes augurent même sa mort prochaine.

Paradoxe de l'Histoire: cette institution genevoise installée dans l'historique Centre William-Rappard, qui abrita à ses débuts l'Organisation internationale du travail, était au cœur des critiques acerbes des altermondialistes. Les manifestations de Seattle et de Genève en 1999 appelaient à son abolition. Même le parlement cantonal genevois s'était solidarisé avec le mouvement, acceptant de publier, en décembre 1999, «un appel aux citoyens du monde» dans *The Guardian*, *The Seattle Times* et *Le Monde* par lequel il exprimait son opposition à toute tentative de renforcement de l'organisation. La Suisse avait dû faire des pieds et des mains pour s'assurer que l'organisation reste au bout du Léman. En 2009, après une âpre bataille, les Genevois avaient confortablement approuvé l'extension des bâtiments de l'OMC. Aujourd'hui, même les opposants les plus radicaux semblent dire que l'OMC, c'est mieux que la loi du plus fort prônée par Donald Trump.

Lire aussi: [L'agriculture suisse est prise entre le marteau de Donald Trump et l'enclume de l'Union européenne](#)

Vive inquiétude

L'Organisation mondiale du commerce est pourtant bien attaquée en son cœur par l'un de ses éminents fondateurs, les Etats-Unis, qui viole tous les principes qui ont sous-tendu l'institution genevoise. Mercredi dernier, dans une salle de presse bien plus remplie qu'à l'accoutumée, sa directrice générale, Ngozi Okonjo-Iweala, donnant les prévisions du commerce international, l'a reconnu: «Mon degré d'inquiétude est élevé.» Si les droits de douane imposés par Washington à la Chine perdurent, ils auront pour conséquence une chute vertigineuse de 91% des échanges entre les deux plus grandes puissances économiques et de 81% si la Maison-Blanche accorde certaines exemptions, par exemple sur les produits électroniques.



Deux délégués de l'OMC, 27 juillet 2007 à Genève. — © SALVATORE DI NOLFI / KEYSTONE

Chercheur au Peterson Institute for International Economics, un groupe de réflexion établi à Washington, Cullen Hendrix le souligne: «Nous sommes à un moment où les Etats-Unis sont Atlas, en référence au livre d'Ayn Rand, *Atlas Shrugged*. Ils essaient de se débarrasser du poids des lois et des normes internationales. C'est étonnant, car jusqu'ici, les intérêts américains étaient très bien défendus dans les négociations à l'OMC et les accords de libre-échange.»

Difficile pourtant de ne pas prendre en compte l'obsession unilatérale américaine du moment. Le représentant républicain du Wisconsin Tom Tiffany a récemment déposé une résolution appelant la Maison-Blanche à retirer le pays de l'organisation genevoise. Ses propos sont sans concession: «L'OMC a à de nombreuses reprises omis de voir les pratiques commerciales déloyales et les violations des droits humains, a agi à l'encontre des agriculteurs et des industriels américains et a érodé notre souveraineté nationale.» A ce jour, Washington n'a toujours pas payé sa contribution au secrétariat de l'OMC pour 2024 et 2025, selon Reuters. Répondant au *Temps*, Ngozi Okonjo-Iweala minimise les menaces: «Celles-ci sont proférées tous les cinq ans par des membres du Congrès. Il n'y a rien de nouveau. Pour l'heure, nous n'avons aucun signal dans ce sens. Ce qu'on nous a par contre dit, c'est que les Etats-Unis ont nommé un ambassadeur à l'OMC, le très compétent Joseph Barloon.»

Face aux tourments que connaît l'OMC et les doutes sur son avenir, il est une personne qui est bien placée pour analyser cette phase critique: son ancien directeur général et ex-commissaire européen Pascal Lamy. Il inscrit la relation difficile de Washington avec l'OMC dans un temps plus long: «Pour être franc, les Américains ont déjà commencé à sortir de l'OMC en 2008 quand ils ont bloqué la fin du cycle de négociation

de Doha, puis quand ils ont remis en cause le mécanisme de règlement des différends sous la présidence de Barack Obama. Aujourd'hui, ils sont encore juridiquement membre, mais ils ne sont plus vraiment là.» Pascal Lamy le relève toutefois: «Les Américains sont réticents à toute forme de supranationalité.»

A la crise du multilatéralisme commercial qui se matérialise par une avalanche de traités de libre-échange s'ajoute celle provoquée par les droits de douane imposés par l'administration Trump. Cullen Hendrix y voit pourtant un côté positif: «D'une certaine manière, le choc qu'a administré Donald Trump au système commercial pourrait se révéler productif. Il nous force à revenir à la défense de l'économie globale et du libre-échange. De nombreux Américains ont oublié le fort degré d'intégration de leur économie dans le système global, mais aussi le nombre d'emplois et d'entreprises qui dépendent de l'exportation de produits et de l'importation de matières premières et de biens intermédiaires.»

Lire aussi: [Li Chenggang, nouveau tsar du commerce chinois](#)

Un autre système commercial

Le journaliste brésilien Assis Moreira a couvert l'OMC à Genève pendant des années pour le journal économique brésilien *Valor Econômico*, dont il est encore chroniqueur. «Le système est cassé», relève-t-il. Faisant référence aux précédents cycles de négociations, il estime qu'on est désormais entré dans le «cycle Trump», par lequel «les Etats-Unis sont en train de violer l'un des principes de non-discrimination qui ont charpenté l'OMC: la clause de la nation la plus favorisée, qui stipule qu'un Etat doit bénéficier des mêmes avantages commerciaux que d'autres.» Le reporter ne mâche pas ses mots: «Les Américains détestent l'OMC.» Puis il précise: «Quand les choses se seront un peu calmées, les Etats-Unis pourraient bien chercher à négocier un système commercial hors de l'OMC et de l'OCDE avec le possible soutien de l'Inde, qui a bloqué beaucoup de dossiers à Genève.»

Lire l'interview: [Arancha Gonzalez: «La Suisse doit se saisir d'un plus grand rôle au sein de l'OMC»](#)

Assis Moreira soulève une question lancinante qui concerne toute la Genève internationale: comment aller de l'avant sur le plan multilatéral sans Washington? Pour lui, «la Chine, l'Union européenne et des puissances moyennes comme le Brésil ou la Thaïlande s'organisent pour faire en sorte que le système continue de fonctionner avec ses règles communes.» Des pays qui représentent tout de même 87% du commerce mondial, alors que les Etats-Unis comptent pour 13% du total. De son côté, la Suisse a tout intérêt à soutenir l'OMC et à s'y engager, car en tant que petit pays doté d'une économie à haute valeur ajoutée, elle dépend beaucoup d'un système qui lui garantit l'accès à d'autres marchés et lui permet de se défendre en cas de litige.



Genève, 12 avril 2022. — © FABRICE COFFRINI / AFP

L'Organisation mondiale du commerce pourrait devenir une sorte d'Aladi, l'Association latino-américaine d'intégration, un grand forum de débat, mais sans grande force, estime le journaliste brésilien. Vice-directeur du World Trade Institute de l'Université de Berne, Manfred Elsig est moins défaitiste: «De nombreux pays de la planète ne souhaitent pas tomber dans le mercantilisme d'un autre âge. Ils souhaitent toujours avoir une plateforme comme l'OMC où ils peuvent défendre leurs intérêts.»

Richard Baldwin a travaillé comme économiste au sein de l'administration de George Bush père. Professeur d'économie internationale à l'IMD, à Lausanne, il continue de penser que l'OMC, le «gardien des règles communes du commerce», demeure essentielle pour aider certains pays à rester intégrés dans le commerce international. A l'entendre, on assiste à un changement d'époque: «Les Etats-Unis ne vont plus chercher à occuper une position de leader à l'OMC. L'administration Trump n'a aucun plan pour remplacer l'OMC.» Pour le professeur, il y aura d'autres pays qui s'occuperont de prendre les rênes de l'organisation. Cullen Hendrix, du Peterson Institute, est aussi d'avis que l'institution genevoise a encore pleinement sa raison d'être: «La participation des pays en développement à l'OMC est la meilleure chose qui ait pu leur arriver. A observer la résolution des différends au sein de l'organisation, de nombreuses petites économies se voient en capacité de demander des comptes au G7, un groupe de sept économies parmi les plus puissantes de la planète.»

Notre éditorial: [Accord de l'OMS sur les pandémies: l'embryon d'un nouveau multilatéralisme sans les Etats-Unis?](#)

Le rôle de la Chine

L'avenir de l'OMC ne dépend bien sûr pas que des Etats-Unis. Entraînée par ces derniers dans une guerre commerciale brutale à travers des droits de douane astronomiques, la Chine est désormais sous le feu des projecteurs. Pascal Lamy le martèle: «Rien ne pourra se faire sans l'UE, l'Inde et la Chine.» Le capitalisme d'Etat pratiqué par Pékin et son statut autoproclamé de pays en développement ont agacé non seulement les Américains, mais aussi les Européens. L'ex-patron de l'OMC met toutefois les choses en perspective: «En adhérant à l'OMC en 2001, la Chine a payé cher son billet d'entrée comparé aux autres pays en développement ou à la Russie. Et l'idée selon laquelle elle est le grand tricheur du système est inexacte. Elle a triché comme tout le monde et est jugée dans le cadre du mécanisme de règlement des différends.» Pascal Lamy ne se voile pas la face pour autant. Selon lui, quand Pékin a rejoint l'institution genevoise, le pouvoir chinois était sur une ligne de convergence économique à très long terme avec les économies de marché, même si sur le plan politique, rien ne changeait. «Mais tout a bougé à partir de 2010. Si, à ce moment, 15% de l'économie chinoise était sous contrôle de l'Etat, aujourd'hui, c'est 30%. De Deng Xiaoping à ses successeurs jusqu'en 2010, j'ai pu le constater moi-même, ceux-ci attribuaient la formidable performance économique chinoise à un mélange intelligent de recettes occidentales et de particularités chinoises. Le président, Xi Jinping, défend une autre vision, beaucoup plus léniniste. Pour lui, la réussite de la Chine revient au leadership du Parti communiste chinois. Il a tort.»

Lire aussi: [En raison des taxes douanières, la pression monte sur les républicains pour se désolidariser de Donald Trump](#)

Pékin va-t-il profiter de l'absence américaine pour occuper l'espace? «Je ne pense pas que la Chine veut s'ériger en cheffe de file. Même du côté des pays en développement, l'atelier du monde chinois fait peur, notamment en Asie du Sud-Est», observe Richard Baldwin. Contactée, la mission de Chine auprès de l'OMC n'a pas souhaité s'exprimer. Pékin semble pourtant tenir à l'organisation multilatérale, voyant l'aventure unilatérale trumpienne comme un risque majeur pour son économie, axée sur l'exportation. Sur certains dossiers, Pékin pourrait assumer un rôle de leader, mais il n'est pas sûr qu'il souhaite endosser le rôle du grand frère qui assumerait toutes les responsabilités.



↙ ↗
Conférence ministérielle à l'OMC, 15 décembre 2011. — © FABRICE COFFRINI / AFP

A deux pas du Centre William-Rappard, le Léman est agité. Un peu à l'image du commerce international. On a pourtant conscience que le moment est critique. La directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, s'en est fait l'écho mercredi: «Le découplage des économies chinoise et américaine aurait de sérieuses conséquences pour la Chine et les Etats-Unis, mais aussi pour le reste du monde. Une fragmentation du commerce international en deux blocs opposés serait néfaste.»

Administration Trump ou non, l'organisation genevoise a besoin de vraies réformes, dont il est question depuis des lustres. La question des subventions est sans doute l'un des éléphants dans la pièce. La Chine est accusée de produire avec des subventions étatiques massives. Les Etats-Unis, l'Europe et le Japon sont peut-être remontés contre cette pratique aujourd'hui, mais au moment de l'accession de la Chine en 2001, ils ont refusé d'entrer en matière, estimant qu'ils allaient eux aussi être pris en flagrant délit d'y recourir. Face au changement climatique, les questions environnementales devront être beaucoup plus prises en compte, car actuellement, tout le monde y va de sa méthode pour tendre vers le zéro carbone, avec des calendriers, des outils et des règlements différents. Des distorsions de compétitivité risquent de se faire jour. «Les Indiens, par exemple, disent que ce n'est pas un sujet dont l'OMC doit se saisir. Ils ont peur d'un protectionnisme vert», déplore Pascal Lamy. L'autre grande réforme indispensable a trait au commerce électronique, qui explose. Mais la mener risque d'être un énorme défi, la gouvernance en la matière faisant défaut.

Lire aussi: [Gavi, l'Alliance du vaccin basée à Genève, dans le collimateur de Donald Trump](#)

Quant à la question environnementale, elle est loin d'être anodine. En tout cas pour le Neuchâtelois Fernand Cuche. Dans la mouvance altermondialiste, l'ex-conseiller national et d'Etat vert avait très tôt dénoncé l'idéologie capitaliste qui dominait au sein de l'OMC au détriment de l'agriculture. Avec le recul des années, il le souligne: «Je n'ai jamais été et je ne suis pas pour l'abolition de l'OMC. Je souhaite qu'elle se maintienne, mais j'aimerais qu'elle fixe des objectifs relatifs à la sécurité alimentaire, au maintien de la fertilité des sols et à la souveraineté des paysans.» Si les vues de Fernand Cuche pouvaient apparaître très altermondialistes à la fin des années 1990, elles sont désormais en phase avec ce que prônent ceux qui combattent le changement climatique. Depuis les Etats-Unis, le chercheur Cullen Hendrix répond à Fernand Cuche: «La gauche américaine, sceptique par rapport aux marchés, se réveille et constate que l'OMC n'est peut-être pas le meilleur des mondes possibles, mais pas le pire non plus. Nous ne devons donc pas laisser le mieux être l'ennemi du bien. Et avant de commencer à supprimer les institutions que les Etats-Unis ont contribué à créer au cours des 75 dernières années, nous devons prendre conscience de ce qu'elles font de bien pour les gens des Etats-Unis, de Suisse, du Burkina Faso, de l'Indonésie et de Chine.»

[Genève Internationale OMC Guerre commerciale Commerce Etats-Unis](#)